

“Producteurs ou marchandise ?”

Alger, le 15 janvier.

Si le Congrès des Fellahs d'octobre 1963, avec ses 3.000 paysans, au parler rude, avait été le congrès de la prise de conscience, celui de la Fédération des travailleurs de la terre, qui s'est tenu en décembre, constitue la première étape du syndicalisme paysan algérien.

Les principales questions mises en avant par le congrès d'octobre 1963 se posaient à nouveau aux 500 participants de celui de décembre 1964 : amélioration des conditions de vie ; création d'une caisse nationale de Crédit Agricole ; meilleure utilisation du matériel ; formation de cadres qualifiés ; organisation planifiée et démocratique de la production et de la commercialisation.

Ce n'est pas que rien n'ait été fait. Le Président Ben Bella est venu annoncer que la Banque de l'Agriculture serait créée dans un mois ou un mois et demi. Mais beaucoup de choses laissent encore à désirer. Les travailleurs ne font pas que s'en rendre compte. Ils le disent et leur façon de le dire prend de plus en plus de vigueur.

Au congrès des Fellahs, Ben Bella avait annoncé que la réforme agraire serait complétée sous peu afin de « limiter la propriété privée à un niveau tel que toute constitution d'une classe privilégiée soit impossible ». Ce n'est pas un hasard si la même idée est reprise presque mot à mot dans la résolution politique issue du congrès de la nouvelle fédération. Ce n'est pas non plus un hasard, mais l'indice de l'intérêt qu'y attache la « base », si elle s'insère dans un ensemble qui — considérants et propositions pratiques — représente à peu près le tiers du texte.

Ainsi que le souligne la résolution, c'est le secteur agricole dit « traditionnel », ce sont les petits fellahs, qui ont le plus souffert et le plus donné pour la révolution. Ce serait une erreur de prendre leur patience pour du désintéressement ou de la résignation. Ils savent attendre quand ils estiment qu'il faut attendre. Mais ils n'entendent nullement être les laissés-pour-compte de la révolution et, nous le verrons, ils mettent parfois assez d'ardeur à se défendre... au besoin en attaquant. Et ce qui vaut pour les petits fellahs est également valable pour les ouvriers agricoles.

Place à ceux qui suent au travail !

Le Président de la République faisait assez bien le point de la situation quand il disait, au Congrès des travailleurs de la terre :

« Non, les ouvriers ne jouent pas encore le rôle qui leur revient. L'assemblée des travailleurs, les comités de gestion, en un mot les organes de l'autogestion ne remplissent pas encore leurs fonctions telles qu'elles sont définies par les décrets du 22 mars et la Charte d'Alger. D'autre part les relations entre les membres des comités de gestion et les responsables du Ministère de l'Agriculture ne sont pas non plus harmonisées. Certains d'entre eux ont dépassé leurs prérogatives. »

Il n'est que trop évident que, très souvent, les membres des comités de gestion se considèrent — non sans raison — comme de simples salariés de l'Office National de la Réforme Agraire (O.N.R.A.).

L'O.N.R.A. est un organisme des plus utiles, mais à la condition qu'il reste dans son rôle. Si, au lieu de favoriser et d'harmoniser le développement du secteur socialiste, si, au lieu de développer l'autonomie de gestion des comités dans le cadre d'un plan librement débattu et d'un strict contrôle financier — comme il se devrait — il se conduit en simple patron, les conflits sont inévitables, à la longue, avec les paysans.

Or, il y a surabondance d'exemples de fonctionnaires de l'O.N.R.A. qui se conduisent comme des patrons ou, si l'on veut, comme de parfaits bureaucrates. On a pu s'en rendre compte tant dans les précongrès (assises départementales) qu'au congrès où les attaques contre le bureaucratisme visaient toujours plus ou moins les fonctionnaires de l'O.N.R.A.

Un délégué de Bel Abbès voulait que ce congrès ne soit pas « celui des chargés de gestion ni de l'O.N.R.A., mais celui des fellahs qui suent au travail ».

Un délégué d'Aïn-Temouchent, parlant des saisonniers, vitupéra ces « responsables de l'O.N.R.A. qui viennent en « 404 » leur dire qu'il manque de l'argent pour les faire travailler ».

Un délégué de Constantine dénonça les « pressions sur les travailleurs par des représentants de l'administration » et ajouta que « ce sont ceux qui sont exposés au soleil et au froid qui peuvent défendre les intérêts des travailleurs ».

Et voici ce qu'on peut lire dans l'éditorial de « Révolution et Travail » (organe de l'U.G.T.A.), paru après le congrès : « nous avons appris avec consternation la constitution d'un comité de coordination composé du Parti, de l'O.N.R.A. et de l'U.G.T.A. Nous nous sommes demandés en vertu de quel statut ou de quelle loi l'O.N.R.A., organe administratif de tutelle, se situe au même niveau que l'U.G.T.A., organisation nationale ».

Pourtant l'O.N.R.A. est truffé de militants valeureux. Mais, comme le disait déjà Lénine, il ne suffit pas d'avoir eu une conduite exemplaire pendant la lutte armée pour devenir un bon administrateur. L'incompétence n'engendre pas toujours la modestie et, bien souvent, elle est génératrice de suffisance et d'autoritarisme borné. Et puis, passer d'une situation modeste à une existence au moins confortable n'est pas toujours sans danger, même pour de bons militants.

Premières escarmouches

Les premières escarmouches eurent lieu au précongrès de Constantine. « Alger Républicain » du 18 décembre indique qu'une « discussion quelque peu houleuse ou plutôt une polémique s'engagea entre le commissaire départemental de l'O.N.R.A. (qui est délégué) et les responsables syndicaux régionaux et quelques délégués sur la représentativité à la C.E. fédérale ». Le Bureau du précongrès proposait que la C.E. de la nouvelle fédération ait 53 membres ainsi répartis : 3 représentants de chacune de 17 Unions régionales, pris parmi les travailleurs engagés directement dans la production, et 2 représentants des services techniques. Le commissaire départemental de l'O.N.R.A. n'étant pas d'accord, une polémique s'engagea « dans le désordre, sur le critère définissant le travailleur directement engagé dans la production ». Les observateurs intervinrent et le représentant de la fédération du Parti dut les inviter au silence. Il en profita d'ailleurs pour inciter les ouvriers agricoles à ne « pas avoir de complexe d'infériorité et à intervenir en toute liberté et en toute démocratie ». Un membre de la C.E. nationale de l'U.G.T.A., Tayeb Djennadi, déclara que les producteurs sont les ouvriers et à la rigueur les chargés de gestion. « Quant aux cadres de l'O.N.R.A., dit-il, ils sont là, comme le précisent les décrets de mars, pour aider l'autogestion et ne sont pas directement intéressés dans les domaines. Personne, ajouta-t-il, n'admettra que l'on domestique les syndicats. »

Sur les 54 délégués, 4 seulement soutinrent la position du commissaire départemental de l'O.N.R.A.

Le lendemain, un communiqué du secrétariat de l'U.G.T.A. expliquait qu'une erreur s'était « glissée dans l'interprétation du texte adopté par la commission nationale de préparation du Congrès constitutif de la Fédération des Travailleurs de la terre » et que « les travailleurs des secteurs départementaux de tutelle et de service (O.N.R.A., O.S.A., protection des végétaux, D.R.S., etc.) seront représentés en congrès par des représentants délégués » (au lieu de 7).

Compte tenu de la « discussion quelque peu houleuse » au précongrès de Constantine, et sachant, d'autre part, que, dans une résolution du 6 décembre, la C.E. de l'Union Régionale d'Alger (de l'U.G.T.A.), se référant aux « principes du syndicalisme révolutionnaire inscrits dans la Charte d'Alger », déclara que « ce congrès doit être organisé avec la participation exclusive des représentants des travailleurs de la terre », on peut se demander si cette fameuse « erreur... dans l'interprétation » était tellement une erreur et si le communiqué du secrétariat national n'était pas plutôt la rectification... d'une erreur dans l'interprétation du rapport des forces.

Prises de positions nationales

Le 19 décembre paraissait dans « Alger Républicain », sous la signature de Mohamed Bencharif, un article qui, après avoir rappelé l'importance du congrès de la Fédération des travailleurs de la terre à la veille du Conseil National de l'U.G.T.A., prenait nettement position dans le débat. Bencharif expliquait que les paysans n'avaient besoin de personne d'autre, et surtout pas des fonctionnaires du Ministère, pour débrouiller leurs affaires. « Dans d'autres congrès syndicaux, disait-il, comme par exemple ceux des cheminots, des P.T.T., de la Santé, des dockers, de la F.T.E.C., du pétrole, de l'E.G.A., etc., les fonctionnaires des ministères et administrations de tutelle de ces corporations n'ont pris aucune part à leurs travaux. Il ne pouvait en être en aucune façon question puisque, selon la structure organique de l'U.G.T.A., il existe une fédération des fonctionnaires... ».

Citant la résolution de la C.E. de l'Union régionale d'Alger du 6 décembre et soulignant la maturité dont les précongrès avaient témoigné de la part des travailleurs agricoles, il insistait sur le fait que ceux-ci avaient besoin de démocratie syndicale et non de paternalisme.

La même orientation fut développée sous le titre « Producteurs ou Marchandises » dans un article vigoureux et courageux très remarqué de Hocine Zahouane, responsable de la commission d'orientation du F.L.N., publié par le « Peuple » et par « Alger-Républicain » du 28 décembre — c'est-à-dire au troisième jour des débats du Congrès — et que reprit intégralement « Alger Ce Soir » du 29. « Si, disait-il, des gestionnaires au service de l'Etat des Travailleurs, donc dépendant des travailleurs et non pas se situant au-dessus d'eux, s'introduisent dans les syndicats des producteurs et les caporalisent, alors il n'y a pas de socialisme. Il y a simplement changement de forme dans l'exploitation de l'homme ». Allant au-devant de l'objection des gestionnaires qu'eux aussi font partie de la société, il prêtait aux « vrais producteurs » cette réponse : « vous êtes payés sur le budget de l'Etat, vos traitements sont fixes et ne sont nullement sous l'effet du volume ou de la qualité de la production. Pour vous protéger contre d'éventuelles décisions sclérotiques vous avez vos organismes de recours, et, éventuellement, le syndicat des fonctionnaires ». Et Zahouane concluait : « c'est ainsi seulement qu'on pourra assurer que les producteurs sont réellement des producteurs maîtres de leurs productions et non pas seulement une marchandise qui pourrait être manipulée à des fins étrangères au socialisme. C'est ainsi qu'on sauvegardera les principes de la Charte d'Alger ».

Boudissa intervient

Le point de vue opposé s'est exprimé sous la forme d'une déclaration faite à « El Chaab » (édition en arabe du Peuple), à l'issue du congrès, par Safi Boudissa, secrétaire de l'U.G.T.A., et nouveau ministre du Travail.

D'après « Révolution et Travail » du 31 décembre, qui rend compte de cette déclaration, « Monsieur le Ministre enchaîna en parlant de certains journaux qui ont essayé de diviser les travailleurs en faisant une distinction arbitraire entre producteurs et cadres nécessaires à la production : « Toute personne qui tentera de brouiller les travailleurs avec leur syndicat nous rappellera les vieilles manœuvres des capitalistes du temps de la domination coloniale. Nous n'hésiterons pas à la considérer comme l'agent conscient ou inconscient de la réaction. D'ailleurs les congressistes qui ont si judicieusement choisi leur C.E., à l'issue d'un congrès démocratique, ont donné déjà une gifle à tous ces perturbateurs qui ont essayé de les diviser. »

De cette déclaration on peut conclure que la tendance bureaucratique a remporté une victoire en ce qui concerne la désignation de la C.E. et du Bureau de la nouvelle Fédération dont le secrétaire général, Ramdane Bouchebouda, dirigeant de l'O.N.R.A.,

à El Asnam, représentait en même temps l'O.N.R.A. au fameux comité de coordination incriminé à juste titre par « Révolution et Travail ».

Démocratie « arrangée »

On peut avoir une idée des méthodes employées pour parvenir à ce résultat en lisant, dans le même numéro de « Révolution et Travail », que, si 423 délégués étaient prévus (dont, en principe, seulement 58 non directement engagés dans la production), on comptait « quelque 500 personnes munies de leurs cartes de congressistes à l'intérieur de la salle ».

L'éditorial d'« Alger Républicain » du 26 décembre parle « de violations graves de la démocratie constatée dans la désignation des congressistes ».

« Alger Ce Soir » du 27 décembre signale en s'en indignant que son reporter au congrès — d'ailleurs vieux militant syndicaliste — a été « bousculé, injurié et menacé » par « trois énergumènes » qui « lui ont pris ses notes qu'ils ont déchirées ».

En revanche, il est intéressant de constater que la résolution politique dénonce « les manœuvres et les complots des ennemis de la classe ouvrière qui tentent de saboter la construction du socialisme en faisant obstacle au fonctionnement de l'autogestion, soit en s'opposant à une véritable démocratisation de la gestion, soit en ne fournissant pas au secteur socialiste les cadres qui lui manquent, soit en refusant aux exploitations en autogestion l'autonomie financière qui leur est reconnue par la loi » et « les méthodes bureaucratiques qui visent à concentrer entre les mains des fonctionnaires de l'Etat les pouvoirs de gestion qui doivent être transférés aux organes de l'autogestion ».

On peut noter aussi dans le même sens, le vote d'un amendement au projet de statuts proclamant incompatibles la responsabilité syndicale et celle d'un organisme de tutelle.

Les prises de positions, en sens opposés, de Zahouane et de Boudissa montrent que la bataille est engagée à tous les échelons.

Et Ben Bella ?

Mais où se situe le Président de la République qui, incontestablement, est un élément important de la situation algérienne ? Pour l'instant, il tempore et joue les arbitres.

Toute la presse a mis en avant — et à juste titre — sa formule à caractère d'invité : « tout est possible quand tout part de la base et rien ne l'est plus quand tout descend uniquement du sommet ».

Il a dit aussi « je ne parle pas de ceux qui possèdent mille hectares ou davantage... ». La « base » aurait sûrement apprécié que le frère Ben Bella vienne lui annoncer, précisément, la disparition prochaine de cette catégorie de citoyens.

Quel sens doit-on donner à son « il faut que nous laissions les ouvriers et les paysans prendre les responsabilités », quand cela vient juste après son affirmation que « le ministre de l'Agriculture... n'a pas de leçon à recevoir quant à l'application de l'autogestion » ?

Dire aux responsables de l'O.N.R.A. que « l'autogestion doit être de plus en plus une réalité », leur rappeler qu'ils « peuvent se tromper », c'est bien. Mais pourquoi avoir tempéré cela en disant que l'application totale de l'Autogestion « nécessitait plusieurs années » ? Et puis, quand il y a eu tripatouillage de mandats et violences physiques, est-ce suffisant de parler de dépassements de prérogatives ?

La bataille n'est pas terminée

Le congrès terminé, la bataille se poursuit. Le secrétaire national de l'U.G.T.A., Djermane, parlant à la radio, le 10 janvier, de la grève des dockers, condamnait « les grèves spontanées et les grèves irrégulières qui représentent une entrave pour l'économie nationale ».

Mais, le 8 janvier, une nouvelle « grève spontanée » avait éclaté, sur un chantier d'Etat cette fois, le chantier de l'immeuble Aurassi, destiné aux conférences internationales.

Fondamentalement, toujours et partout, les bureaucrates attachent plus d'importance aux postes qu'ils occupent qu'aux résolutions des assises où ils les ont obtenus. Fondamentalement, toujours et partout, ils font le jeu de la bourgeoisie ou, en tout cas, des forces rétrogrades. Ne